Élus ou battus, ils sont déjà au pouvoir parce que depuis longtemps les idées réactionnaires et autoritaires irriguent notre société et sont reprises, voire mises en œuvre, par des dirigeants de droite ou de gauche. L'arsenal répressif, l'état d'urgence, la mise au pas *de* et *à* l'école (retour de la morale, célébration du « roman national », sanctuarisation et « sécurisation » des établissements scolaires, renforcement des hiérarchies, résignation face aux inégalités sociales, etc.) ne sont plus de lointains horizons mais s'installent dans notre quotidien, non pas à la cadence du bruit des bottes (encore que, je les vois chaque matin en arrivant au collège…) mais dans le silence des pantoufles.

On a beau s'agiter, se questionner, s'émouvoir et se mobiliser quelques heures avant les scrutins, la bataille des idées est depuis longtemps perdue.
Sur ce site, nous avions pointé au lendemain du 1er tour, la responsabilité de l'institution scolaire et de nos pratiques en reprenant une citation de Philippe Pernoud :

« Si un jeune sort de l'école obligatoire persuadé que les filles, les noirs ou les musulmans sont des catégories inférieures, peu importe qu'il sache la grammaire, l'algèbre ou une langue étrangère. L'école aura raté son coup dramatiquement, parce qu'aucun des enseignants qui auraient pu intervenir à divers stades du cursus n'aura considéré que c'était prioritaire. »

(Philippe Perrenoud, Dix nouvelles compétences pour enseigner)

Celle-ci a fait le tour des réseaux sociaux. Avertissement salutaire pour certains, odieuse et fallacieuse « remise en cause » pour d'autres : « Cette citation est fausse et pernicieuse. Fausse parce qu'elle met des choses très différentes sur le même plan : les opinions d'un côté et les connaissances de l'autre. Pernicieuse parce qu'elle fait l'hypothèse d'une école qui n'enseignerait ni l'algèbre, ni la grammaire, ni langues étrangères. L'école actuelle n'a franchement pas besoin de ça. » a-ton ainsi pu lire…
La rhétorique d'extrême-droite fait son œuvre quand l'inégalité entre les races ou les sexes relèvent de « l'opinion » et que l'école n'a pas à s'y intéresser. Le savoir serait lui-même « émancipateur » ou, en l'occurrence, « pacificateur ». Toutes les critiques n'ont pas été aussi virulentes et c'est souvent le sentiment d'impuissance qui domine… Une impuissance que, justement, le libéralisme comme l'école tentent de fabriquer (lire et relire à ce sujet l'ouvrage de Charlotte Nordmann, *La fabrique de l'impuissance 2. l'École, entre domination et émancipation* ,Amsterdam, 2007).

On peut ainsi exiger que les politiques, les journalistes, les « élites » se remettent en question mais interdire tout questionnement sur le rôle de l'école… Refuser de « tout lui mettre sur le dos » quand Ivan Illich nous rappelle que « L'école est l'agence de publicité qui nous fait croire que nous avons besoin de la société telle qu'elle est. »
En face, l'école est depuis longtemps dans la ligne de mire du FN, c'est le programme de son officine « d'enseignants patriotes », le Collectif Racine : « redresser l'école, redresser les corps pour redresser la Nation. » À l'échelle locale, dans les municipalités qu'elle dirige, son programme préfigure ce qu'il sera au niveau national : fin de la gratuité de la cantine (et/ou des transports scolaires[[Comme à Hayange où les frais de transports scolaires à la charge des familles ont été très sensiblement augmentés.]]) pour les familles démunies[[Vote du conseil municipal FN de la commune du Pontet, 25 juin 2014.]], exclusion des enfants de chômeurs des activités péri-scolaires[[Décision du 27 mai 2014 de la mairie de Béziers.]], stigmatisation des élèves musulmans[[Le 4 avril 2014, Marine Le Pen annonce au micro de RTL que la première action des municipalités frontistes sera « de garantir, ou de rétablir s'ils ont été supprimés, des menus avec porc dans les cantines scolaires. »]], remise en cause de la scolarisation des enfants étrangers « primo-arrivants »[[Tribune du maire FN de Beaucaire publiée le 1er septembre 2014 sur le dite départemental du FN « Je tiens, en tant que Maire, écrit Julien Sanchez, à alerter le gouvernement et l'opinion publique sur le coût pour les contribuables et la répercussion sur le niveau des enseignements offerts à nos enfants de l'accueil d'élèves dits allophones (primo-arrivants) dans les écoles françaises. »]], fichage ethnique

des élèves[[Sur le plateau de « Mots croisés » (France 2), en mai 2015, le maire de Béziers, Robert Ménard, a déclaré tenir un fichier et avoir recensé, à partir de leurs prénoms, le nombre d'élèves supposés musulmans dans les classes de sa ville.]], menaces et intimidations vis-à-vis des personnels de l'Éducation nationale[[Le 24 septembre 2015, Robert Ménard traite de "petit con" un enseignant qui aurait refusé de lui serrer la main, alors que le maire de Béziers était en visite dans une école de la commune. Selon Le Midi libre, Robert Ménard aurait aussi menacé l'enseignant de le faire déplacer, ajoutant qu'il méritait une gifle. À Beaucaire, le maire, après que les enseignants du lycée aient refusé de lui serrer la main, déclarait être victime de « quelques syndicalistes sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires, dont le comportement n'a rien à envier à celui de la racaille. » À Marseille, Stéphane Ravier, le maire du 7ème Secteur, entend éradiquer les « métastases rouges des quartiers » et un conseil d'école a dû être suspendu le 12 mars 2015 du fait de menaces individuelles d'un élu à l'encontre d'un enseignant et du directeur. (Source : Visa, Lumière sur mairies brunes, Syllepse, 2015, 167 p.)]], propos méprisants contre les familles des milieux populaires[[Comme dans le bulletin municipal de Beaucaire ciblant les « parents profiteurs » qui « abandonnent » leurs enfant à la cantine sans paiement préalable. L'article les menace de « signalement au procureur de la République ». Julien Sanchez, dans Le Figaro du 2 février 2015 déclare quant à lui « Si ces personnes ont besoin de soutien parce qu'elles ne parlent pas le français, ce n'est pas mon problème, ce n'est pas à nous de payer ! ». (Source : Visa, Lumière sur mairies brunes, Syllepse, 2015, 106 p.)]], etc.
Défendre l'égalité, la démocratie, la justice sociale, c'est le seul programme qui vaille d'être mené jusqu'à son terme. Il ne se « boucle » pas dans une école de l'obéissance, de la résignation, de l'impuissance…

Ici ou là, mille petites pousses donnent une idée de ce qui pourrait être la contre-offensive par en bas : la multiplication des conseils coopératifs, des classes sans notes, des ateliers-philo, du travail commun entre élémentaire et collège, la défense systématique des élèves étranger, l'importance reconnue au débat dans les classes ou à la place à faire aux parents des classes populaires, tout cela fait aussi partie de la réalité. De «n'autre» réalité, de celle que nous aurons à opposer à ceux qui aboient très fort, surfant sur une conjoncture… qui passera. Que nous contribuerons à faire passer.

Notre pédagogie est une pédagogie de combat (social) parce qu'elle considère, à l'instar de Noëlle de Smet, que « La pédagogie n'étant jamais neutre, je sais que ma pratique sera ce qu'elle est en fonction de choix : préparer les jeunes à occuper leur place dans la société ou les préparer à la transformer en transformant déjà le plus petit et le plus proche. […] Ce choix se fait tous les jours ; parfois, à propos de détails. […] Mon choix d'une éducation libératrice des classes dominées s'inscrit, bien sûr, dans une histoire collective : ce choix ne peut émerger que parce que je développe avec d'autres, et pas seulement des enseignants, l'analyse critique des projets d'éducation et des enjeux de société qu'ils contiennent. Le tout en restant à la fois consciente de ma position sociale et le plus proche possible des actions et des points de vue des dominés. 9» Nul doute que ce choix fera à nouveau réagir…

Grégory Chambat

Le logo qui accompagne ce billet est la couverture de la BD *La Présidente*, signée François Durpaire et Farid Boudjellal, Les Arènes, 160 p., 20 euros.